

# Introduction

**PAR JEAN-YVES AUTHIER, JOANIE CAYOUCETTE-REMBLIÈRE ET ISABELLE MALLON**

Mardi 17 mars 2020, à 20h00, les Français applaudissaient le personnel soignant à leurs fenêtres<sup>1</sup>... et découvraient ou redécouvraient leurs voisins. Depuis, la crise sanitaire et en particulier les différentes séquences de confinement ont éclairé d'un nouveau jour les relations de voisinage. Celles dont il sera question dans ce rapport ne relèvent toutefois pas de ce contexte<sup>2</sup>. La recherche présentée ici a en effet démarré et s'est déployée empiriquement avant ce moment, sur la base d'une représentation du voisinage plus ancienne et plus profonde (mais à laquelle fait écho cette impression de « redécouverte »), celle d'un voisinage en crise, par défaut ou par excès de relations sociales.

D'un côté en effet, le voisinage est souvent présenté comme un cadre résiduel des relations sociales, en particulier dans les très grandes villes (Ascher, 1995 ; Dubois-Taine et Chalas, 1997). Dans *Métapolis ou l'avenir des villes*, François Ascher affirme ainsi que « de vrais voisins métropolitains sont des voisins qui s'ignorent » (p. 196). Cette assertion s'inscrit dans la lignée des réflexions ouvertes par Simmel sur la posture de « réserve » caractéristique des citadins des métropoles, nécessaire pour mettre à distance les trop nombreux stimuli nerveux résultant des multiples contacts de la vie urbaine. Cette réserve se déploie non seulement dans les espaces publics, mais aussi dans la proximité des domiciles : « par suite, nous ne connaissons souvent même pas de vue celui qui, à longueur d'année, est notre voisin, et c'est ce qui fait que nous paraissions souvent froids et sans cœur aux yeux de l'habitant des petites villes » [1903] (1990, p. 68). Louis Wirth indiquait dans la même veine qu'« il est rare qu'il [l'habitant de la ville] soit un véritable voisin » [1938] (1990, p. 272). Les « sociabilités de proximité » connaîtraient donc un affaiblissement, concomitant du développement du mode de vie urbain, et particulièrement lié à l'accroissement des mobilités au fil du XX<sup>e</sup> siècle (Sheller, Urry, 2006), et plus récemment au développement des communications numériques. Les relations de voisinage ne concerneraient finalement plus que les groupes « captifs » du quartier, ayant peu accès aux outils numériques comme aux possibilités de mobilité dans la ville ou au-delà : chômeurs, femmes au foyer, membres des catégories populaires, personnes âgées. Et encore, les personnes âgées ne trouveraient pas nécessairement dans le quartier les liens et les soutiens nécessaires à leur vie sociale, voire à leur survie : lors de la canicule de l'été 2003, qui s'est traduite par une surmortalité pour les personnes âgées de 75 ans et plus, majoritairement dans les grandes villes<sup>3</sup>, la défaillance des familles a été très fortement soulignée, mais l'absence de liens de voisinage a également été mise en évidence<sup>4</sup>.

D'un autre côté, le voisinage semble tout au contraire surinvesti par certains groupes sociaux et caractérisé, selon les contextes spatiaux et les groupes sociaux considérés, par la recherche de l'entre-soi, le séparatisme social, voire le communautarisme. Les travaux de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot (1989) montrent ainsi à quel point la grande bourgeoisie défend et contrôle ses espaces

---

<sup>1</sup> Aymeric Renou, « Coronavirus : à leurs fenêtres, de plus en plus de Français applaudissent les soignants », *Le Parisien*, 19 mars 2020.

<sup>2</sup> Sur les relations de voisinage en contexte de confinement, voir Lambert et *al.*, 2020 ; Lambert, Cayouette-Remblière, 2021 ; et Mariot, Mercklé, Perdoncin, 2021.

<sup>3</sup> Paris et l'Île de France, Lyon, Dijon et les grandes agglomérations urbaines de l'Est de la France présentent les taux de surmortalité les plus élevés (Besancenot, 2004).

<sup>4</sup> Comme le relève Jim Ogg (2005, p. 23-24). Eric Klinenberg, « autopsiant » le « désastre » de la canicule ayant frappé Chicago en 1995 montre au contraire le rôle crucial et différencié du voisinage selon les quartiers, dans la réduction ou l'accroissement de la mortalité due à la vague de chaleur (2002).

résidentiels, alors que ceux d'Edmond Préteceille (2006) ou encore de Sylvie Tissot (2011) soulignent d'une autre manière combien les membres des catégories supérieures restent attentifs aux qualités sociales de leurs voisins, cherchant de manière plus ou moins consciente à retrouver des semblables sociaux dans leur voisinage, et à conserver une distance avec les autres catégories sociales. Cette recherche d'entre-soi a été déclinée, pour les quartiers et les classes populaires, sur le registre du communautarisme, voire du ghetto<sup>5</sup>, aussi bien dans des productions journalistiques (Bronner, 2010), que scientifiques (Lapeyronnie, 2008). Dans la lignée des travaux d'Éric Maurin, qui dans *Le ghetto français* (2004) généralise le séparatisme social à l'ensemble des catégories sociales et présente une société fracturée de toutes parts par cet évitement généralisé mû par la peur du déclassement, différents hommes politiques ont insisté sur les logiques de fermeture de certains quartiers, qui les éloigneraient du destin commun de la République. L'évocation par Manuel Valls le 20 janvier 2015 de l'existence en France d'un « apartheid territorial, social et ethnique », de la « relégation périurbaine et des ghettos », ou par Patrick Kanner le 27 mars 2016 de l'existence « d'une centaine de quartiers, [qui] présentent des similitudes potentielles avec Molenbeek » en fournissent des exemples récents. Dans cette perspective, le voisinage apparaît comme trop puissant, au point d'enfermer les individus dans des logiques et des destins sociaux divergents du reste de la société.

Cette perception d'un voisinage en crise a donné lieu à des initiatives, publiques ou privées, à plus ou moins large rayon, visant à réguler ou à revivifier le lien social local afin de « bien vivre » ou de « mieux vivre » ensemble. Les politiques volontaristes qui visent aujourd'hui à programmer la mixité sociale lors de la construction de nouveaux quartiers (Cayouette-Remblière, 2020) constituent une des formes de régulation ou de freinage par la puissance publique de la recherche de l'entre-soi, perçue comme le ferment d'une possible balkanisation des villes. Dans les quartiers de la politique de la ville, la promotion de la mixité sociale, notamment par la diversification de l'habitat, devenue centrale dans les politiques de rénovation urbaine en France et ailleurs, obéit à l'impératif de « casser les ghettos » (Bellanger et al., 2018). Dans le même sens, différents bailleurs sociaux ont, de façon autonome ou dans le cadre de la rénovation urbaine, mis en place des actions destinées à apaiser ou contrôler les troubles du voisinage et à dynamiser les relations entre voisins, au sein des résidences comme à l'échelle de quartiers plus larges, à travers de multiples initiatives (jardins partagés, actions pour le développement durable, mise en place de paniers paysans, etc.). D'une autre manière, la fête des voisins, initiée en 1999 dans le XVII<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, et qui a depuis essaimé en France et au-delà, a également pour objectif de ranimer des relations de voisinage perçues comme fragilisées « dans une société où se développent la peur de l'autre et le repli sur soi » (<http://www.immeublesenfete.com>). Dans le sillage de cette initiative, des réseaux sociaux numériques de quartier ou d'immeuble cherchent à revitaliser les sociabilités locales comme à soutenir des échanges et des solidarités de proximité, en ciblant parfois des publics spécifiques (nextdoor, smiile, ensembl', etc.). De même, c'est à la suite de la canicule de 2003 qu'a été mise en place une politique publique de lutte contre l'isolement des personnes âgées, notamment le programme et l'association Monalisa (Mobilisation nationale contre l'isolement des âgés), dont une bonne partie des initiatives se déclinent à l'échelle du voisinage (Argoud, 2016). Les initiatives se partagent ainsi entre lutte contre le communautarisme et l'emprise de certains voisinages et lutte contre l'anonymat et l'isolement dans les grandes villes.

---

<sup>5</sup> Même si la notion de ghetto a été utilisée de manière heuristique par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot à propos des très grands bourgeois dans *Les ghettos du Gotha* (2007).

**Mais quelle est la validité de ces discours et l'efficacité de ces actions ? Le voisinage est-il aujourd'hui en crise ? Constitue-t-il un obstacle à l'intégration des groupes sociaux ou des territoires ? Quelle est l'efficacité des actions pour le favoriser ou le réguler ?**

I. Le voisinage : un objet familier et en partie méconnu

« Il est probable qu'aucun autre terme n'est employé de façon aussi vague ou avec un contenu aussi variable que le terme de 'voisinage', et bien peu de concepts sont plus difficiles à définir », avertissait déjà Roderick D. Mac Kenzie (1994, p. 235) en 1921. Le voisinage désigne en effet tout à la fois l'ensemble des voisins, les relations entre les voisins, mais aussi l'espace situé dans la proximité du domicile. En raison de cette proximité, l'espace du voisinage acquiert un caractère de familiarité, qui le distingue d'un espace strictement public et qui entre en tension avec l'anonymat et la « réserve » caractéristiques de l'urbanité.

Une première clarification peut être apportée en distinguant les relations de voisinage selon un sens étroit ou plus large. En un sens étroit, les relations de voisinage désignent les rapports entretenus avec les voisins, dont la proximité spatiale varie selon les contextes résidentiels. François Héran (1987) montre ainsi que l'aire de voisinage perçue se rétrécit à mesure que la densité résidentielle augmente. En un sens plus large, les relations de voisinage renvoient aux rapports entretenus par les habitants dans et avec un contexte résidentiel donné dans son ensemble. Cette deuxième acception comprend alors non seulement les relations, éphémères ou durables, informelles ou organisées que les individus nouent dans l'environnement proche de leur domicile, mais aussi les formes de coexistence, d'ajustement mutuel, de cohabitation plus ou moins harmonieuse, de socialisation réciproque, ou au contraire d'évitement, de tensions ou de conflits entre habitants (Authier, 2003). En ce sens, le lien de voisinage apparaît bien, comme l'indique Hélène L'Heuillet (2016), comme le premier lien politique, mais un lien « mince », « un lien par le lieu », qui implique une reconnaissance *a minima* de ceux qui partagent l'espace du voisinage, et contient la possibilité d'un approfondissement des relations. Cette première distinction attire également l'attention sur la diversité des voisins, tous n'étant pas reconnus de la même manière, et la variété des relations avec ceux-ci, tant dans leur volume, que dans leur nature, positive sur le registre de l'amitié ou négative sur celui des conflits. La faiblesse ou la minceur du lien de voisinage tient aussi à son caractère évanescent ou plastique : lorsque la relation avec un voisin particulier se densifie ou peut être caractérisée socialement de manière alternative, le terme et la qualité de voisin sont abandonnés au profit des catégories plus précises d'ami, de collègue ou encore de parent. Ces premières définitions invitent donc à analyser les formes d'élection impliquées par les pratiques de voisinage, comme la régulation de la distance (ou de la proximité) avec les voisins.

Dans le champ des études urbaines, le voisinage et les relations de voisinage constituent un objet d'analyse classique, tant par l'ancienneté du thème dans la littérature scientifique, que par son traitement dans des articles ou des ouvrages qui sont devenus des « classiques » par l'exemplarité des enquêtes et la robustesse de leurs conclusions. Pour autant, les relations de voisinage ont rarement constitué un questionnement central de ces enquêtes. Dans cet ensemble, on peut distinguer deux grands types de travaux.

Un objet saisi par des monographies...

D'une part, de nombreuses enquêtes « monographiques » proposent différents éclairages et résultats sur le voisinage et ses dynamiques dans des contextes résidentiels singuliers ou pour des catégories

de population spécifiques. Une partie insiste sur l'intégration locale des quartiers ouvriers et la superposition des liens familiaux, professionnels, amicaux et de voisinage, qui ne sont jamais mieux mises en évidence que lorsqu'elles sont bouleversées par différentes formes de rénovation et de changement urbains (Young et Wilmott, 1957 ; Gans, 1962 ; Coing, 1966). Plus récemment, d'autres enquêtes centrées sur les quartiers populaires ont insisté sur les ressources offertes par le voisinage, propres à soutenir tant les sociabilités que les solidarités (Fol, 2010 ; Gilbert, 2014). D'autres ont à l'inverse analysé les formes de distanciations entre habitants dans l'espace du voisinage. Ainsi en va-t-il des « logiques de l'exclusion » mises en évidence par Norbert Elias et John L. Scotson (1997 [1965]) dans une petite ville ouvrière anglaise, renommée Winston Parva. Cette banlieue d'une grande ville industrielle des Midlands, formée de lotissements successifs, comprend trois quartiers : un quartier résidentiel abritant des classes moyennes et aisées (zone 1), un quartier ouvrier anciennement constitué autour des usines locales (zone 2), et un quartier ouvrier plus tardivement construit (zone 3), et occupé à partir des années 1940 par des réfugiés fuyant les bombardements de Londres, dont l'usine a été délocalisée à Winston Parva pour cette même raison. Alors même que les habitants des zones 2 et 3 sont socialement semblables au plan statistique, leur coexistence est marquée par de fortes tensions, les « established » excluant à travers une intense activité de commérage et de stigmatisation les « outsiders », dépeints comme des marginaux, de la vie sociale, de certains pubs, des églises ou des associations locales. Dans un tout autre contexte résidentiel et socio-historique, Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire (1970) ont montré l'importance du peuplement sur la structuration et la régulation des relations de voisinage. Ainsi, loin d'affaiblir les frontières de classe et de produire un voisinage harmonieux par le rassemblement de « catégories qui, d'ordinaire, ne voisinent que dans les statistiques », le grand ensemble étudié, parce qu'il fait cohabiter des ménages ouvriers peu qualifiés en « fin de carrière urbanistique » et des ménages plus jeunes et plus qualifiés, en cours de mobilité sociale et résidentielle, produit tensions et conflits entre fractions de classe, qui se cristallisent notamment autour du bruit, des odeurs, et de la moralité des jeunes issus des franges inférieures de la classe ouvrière.

D'autres contextes résidentiels ont été étudiés. Tant les rapports au voisinage que les rapports de voisinage apparaissent très contrastés selon la composition sociale, la localisation, la nature ou encore l'image du quartier (Authier, 2006). En effet, ces dernières dimensions structurent les relations de sociabilité, faisant du voisinage une ressource ou au contraire une contrainte, ou bien encore un contexte peu investi. Ainsi, les enquêtes menées sur des quartiers gentrifiés ont souligné le contraste entre la valorisation par les classes moyennes supérieures de l'ambiance familiale de leur lieu de résidence, évoqué dans le registre du « quartier-village », et les sociabilités de voisinage souvent électives que ces représentants des classes moyennes mettent en œuvre (Lehman-Frisch, 2002; Charmes, 2006 ; Collet, 2015). Selon les contextes résidentiels, les relations de voisinage sont également plus ou moins structurées par des règlements qui délimitent les usages des logements, des parties communes (règlements de copropriété, de lotissement) et par des usages sociaux et culturels, des normes d'interconnaissance et de relations, et des représentations (Bacqué et *al.*, 2016).

Les chercheurs se sont également intéressés à des populations spécifiques, et notamment à celles plus susceptibles de s'investir dans la vie de leur quartier et de développer des liens de voisinage : les familles avec enfants, les enfants eux-mêmes et les personnes âgées. Ainsi, Jean-Yves Authier et Sonia Lehman-Frisch montrent que dans les quartiers gentrifiés des Batignolles à Paris et de Noe Valley à San Francisco, « les enfants jouent [...] davantage le jeu de la mixité sociale » (2012, p. 73) que les adultes, et structurent en partie les manières dont leurs parents cohabitent et nouent des relations dans ces

quartiers gentrifiés. De manière plus quantitative, une comparaison menée par Pierig Humeau et Bertrand Geay (2017) entre des familles hétéro et homoparentales met en évidence le rapport très positif au voisinage (à la fois au quartier et à ses habitants) des parents d'enfants en bas âge, accentué pour les homoparents. Mais les relations de voisinage des enfants et de leurs parents restent encore assez largement à documenter et à analyser.

En revanche, les relations de voisinage des personnes âgées ont donné lieu à d'assez nombreux travaux, probablement en raison de la construction de l'isolement des personnes âgées comme un problème social, dont les retentissements sont saisis notamment par la mortalité ou la morbidité différenciées selon les contextes résidentiels (Aneshensel, Harig, Wight, 2016)<sup>6</sup>. Différentes enquêtes soulignent le relief pris par le quartier ou l'espace local, comme support ou entrave au vieillissement (Argoud, *et alii* 2004 ; Mallon, 2010), de manière différenciée selon les ancrages sociaux et familiaux des personnes âgées. L'enquête d'Eric Klinenberg (2002) sur la vague de chaleur ayant frappé Chicago en 1995 montre ainsi de manière exemplaire comment la composition ethno-raciale, la structuration et la trajectoire sociales de deux quartiers limitrophes, North Lawndale, un quartier pauvre presque exclusivement peuplé d'Africains-Américains, et South Lawndale, un quartier moins ségrégué à dominante hispanique et moins pauvre, avaient eu des effets inégalement protecteurs pour leurs habitants âgés, South Lawndale présentant un taux de mortalité parmi les plus faibles quand North Lawndale affichait un des plus élevés. Alors que la vitalité des relations familiales et communautaires (notamment organisées autour des églises) avait permis une veille efficace sur les personnes âgées à South Lawndale, la désorganisation sociale et le déclin économique de North Lawndale avait conduit ses habitants âgés à s'isoler à leur domicile, ce qui leur avait été souvent fatal. D'autres enquêtes, dans un contexte plus ordinaire, analysent la tonalité singulière prise par le voisinage aux âges élevés. Marcel Drulhe et ses collègues (2007) montrent ainsi combien les personnes âgées se montrent attachées aux formes faibles du voisinage – échanges de politesse, services minimes, surveillance mutuelle – au fondement d'un sentiment d'appartenance commun, sécurisant, à l'espace local (Rougé, 2014). Ils mettent également en évidence l'importance d'un « voisin privilégié » dans le maintien à domicile, par l'accompagnement, et parfois le soutien qu'il procure.

Si chacune de ces enquêtes contribue à mieux comprendre les relations de voisinage et leurs logiques différenciées selon les populations ou les contextes considérés, la comparaison et la cumulativité de leurs résultats ne peuvent être que partielles, puisque leurs problématiques, leurs modes de recueil des données, et leurs contextes, historiques, sociaux et scientifiques, sont différents<sup>7</sup>.

...ou des enquêtes statistiques anciennes

D'autre part, quelques grandes enquêtes statistiques ont entrepris d'analyser les relations de voisinage, en les situant dans l'ensemble de la sociabilité des individus, et pour certaines d'entre elles, en cherchant à saisir leurs évolutions historiques (Blanpain, Pan Ke Shon, 1998 ; Guest, Wierzbicki, 1999). Là encore, le voisinage n'est pas un objet central de recherche, mais une dimension de la sociabilité globale des individus. L'enquête « Contacts entre les personnes », réalisée en 1982-1983 par l'Insee et l'Ined, auprès d'un échantillon de 5900 ménages représentatifs des ménages ordinaires, constitue la référence majeure des différents travaux français abordant le voisinage. Elle

---

<sup>6</sup> Il est d'ailleurs significatif qu'une grande partie des travaux consacrés à cette question soient menés dans des départements de santé publique.

<sup>7</sup> Un constat partagé par B. Völker et H. Flap (2007).

montre en premier lieu que les relations de voisinage constituent majoritairement des liens faibles pour les individus, puisque seuls 28 % des ménages enquêtés entretenaient des liens étroits d'amitié ou d'entraide avec un ou plusieurs voisins (Héran, 1987). Cette enquête et d'autres travaux abordant le voisinage mettent également en évidence la très forte structuration de ces relations, à l'instar des autres relations de sociabilité, par les appartenances et les trajectoires sociales des individus (Forsé, 1981a ; Héran, 1987 et 1988 ; Bidart, 1997). Ainsi, les relations de voisinage atteignent un maximum entre 65 et 70 ans et leur poids relatif s'accroît dans la sociabilité des personnes âgées (Blanpain, Pan-Ké-Shon, 1999). À âge égal, la présence (modérée) d'enfants entraîne un accroissement des relations avec les voisins. L'enquête Contacts montrait également que les agriculteurs constituaient la catégorie sociale qui voisinait le plus, alors que les artisans et commerçants avaient une sociabilité de voisinage très limitée. Parmi les salariés, les cadres voisinaient plus que les professions intermédiaires, les employés ou les ouvriers. En même temps, François Héran (1987) a mis en évidence la polarisation des relations de voisinage autour de deux pratiques : l'une privilégiée par les cadres, recevoir, et l'autre par les ouvriers, rendre service. Une quinzaine d'années plus tard, Nathalie Blanpain et Jean-Louis Pan Ké Shon (1998) observent à partir des données de l'enquête « Relations de la vie quotidienne et isolement » un amoindrissement des différences entre les catégories socio-professionnelles, quant à la fréquence des relations de voisinage, dont le niveau global reste proche de celui observé en 1983. Ces résultats ont été affinés par des travaux, notamment ceux d'Yves Grafmeyer (2001) qui complexifie l'approche en distinguant les relations centrées sur l'immeuble (davantage dues à la coprésence, à la proximité physique) et les relations dans le quartier (plus affinitaires). Yves Grafmeyer affine également le résultat sur l'ancienneté : dans l'enquête Contacts, l'effet de l'ancienneté était relativisé (François Héran constatant qu'elle ne joue pas autant qu'on pourrait s'y attendre), alors que Yves Grafmeyer montre que l'ancienneté joue mais plutôt au niveau de l'immeuble et moins à l'échelle du quartier. Pour autant, ces résultats, fondés sur les quartiers anciens de centre-ville, ne peuvent être généralisés sans précaution.

Depuis ces travaux, déjà anciens, aucune enquête quantitative de grande ampleur n'a été consacrée en France à la sociabilité, et en particulier aux relations de voisinage, empêchant d'évaluer les effets des transformations récentes de la vie sociale et urbaine, dues notamment au développement des mobilités et à la numérisation croissante des relations et des pratiques de sociabilité<sup>8</sup>.

## II. Enjeux et questionnements d'une recherche contemporaine sur le voisinage

Dans le prolongement de ces travaux, cette recherche se propose d'étudier ce que sont aujourd'hui les relations de voisinage et les rapports au voisinage et d'analyser le rôle et la place de ces relations et de ces rapports dans l'intégration sociale des individus.

Saisir ce que sont aujourd'hui les relations de voisinage et les rapports au voisinage

Un premier objectif de la recherche est ainsi de **caractériser dans le détail les relations et les rapports au voisinage des individus**. Qu'échange-t-on avec ceux qui nous entourent ? De quoi parle-t-on avec nos voisins d'immeubles, les habitants des maisons alentours et ceux de notre quartier ? Les relations

---

<sup>8</sup> Récemment, la crise sanitaire et le confinement ont été l'occasion de développer des enquêtes quantitatives sur le sujet (enquête COCONEL et VICO, cf. Lambert, Cayouette-Remblière, 2021 et Mariot, Mercklé, Perdoncin, 2021), mais en saisissant les relations de voisinage dans un moment extraordinaire d'immobilisation de la vie sociale et de repli sur le domicile.

conflictuelles tendent-elles à prendre le pas sur les réseaux de sociabilité denses qui jadis caractérisaient tant les villages que les quartiers populaires urbains (Forsé, 1981b ; Hoggart, 1991) ? N'est-ce pas plutôt l'anonymat (ou l'anomie au sens durkheimien) qui se développe et qui tend à réduire le lieu de résidence aux frontières du logement, comme si ses murs devenaient de plus en plus imperméables à l'extérieur ?

L'ambition est double : actualiser et approfondir les résultats des enquêtes antérieures. Nous entendons ainsi comparer le volume et les formes des relations de voisinage actuelles avec ce qui a été saisi dans l'enquête « Contacts », conduite en France 35 ans avant notre recherche, et dans les études conduites dans d'autres contextes nationaux. S'intéressant aux évolutions des relations de voisinage aux États-Unis entre les décennies 1970 et 1990, Avery Guest et Susan Wierzbicki (1999) montrent que celles-ci ont diminué à travers le temps, mais qu'elles restent néanmoins importantes et occupent une place privilégiée pour les plus âgés et les inactifs. Ce résultat fait écho, en France, aux analyses de Nathalie Blanpain et Jean-Louis Pan Ké Shon (1998) qui font état d'une baisse (modérée) des relations de voisinage entre l'enquête de 1983 et l'enquête « Relations de la vie quotidienne et isolement » (Insee) de 1997. Qu'en est-il en depuis ?

À la perspective comparative s'ajoute un nécessaire approfondissement de l'analyse des contenus. Quels sont les sujets et les informations qui s'échangent dans les conversations entre voisins, les motifs des invitations à domicile et les services les plus souvent rendus ? L'analyse du contenu de ces échanges confirme-t-elle l'hypothèse de François Héran (1987) selon laquelle il y a une gradation dans l'intensité de la relation, allant de la « simple conversation » aux échanges de services, à priori plus engageants ? En miroir, il s'agira d'interroger ce que sont les motifs des conflits, mais aussi le contenu des jugements et les formes de gênes de voisinage. Qu'est-ce qui crée de la distance, des tensions et des inconforts entre voisins ? Enfin, même si le voisinage est la relation de proximité par excellence, il s'inscrit dans un ensemble de sociabilités qui ne se limite pas aux relations en face-à-face, et les travaux sur la sociabilité téléphonique (Rivière, 2000) ou médiatisée par les technologies de l'information ou de la communication (Grossetti, 2014) invitent à enrichir l'analyse du voisinage en considérant ces différents modes de relations.

Un second objectif consiste à **identifier ce qui fait varier l'intensité et les formes du voisinage**. En plus des enquêtes françaises citées précédemment, d'autres travaux conduits dans différents contextes identifient divers principes de variation de la participation aux relations de voisinage. Si les analyses d'Avery Guest et Susan Wierzbicki (1999) sur des données américaines font état du rôle de l'âge, en montrant notamment que les relations de voisinage résistent davantage à l'avancée en âge que les autres relations sociales, d'autres travaux montrent que l'avancée dans le cycle de vie est inséparable d'autres propriétés sociales qui influent fortement sur l'investissement dans les relations de voisinage. Ainsi, Karen Campbell et Barrett Lee (1992) indiquent que le fait de vivre en couple implique davantage de relations et Brian Ray et Valerie Preston (2009) retrouvent ce qu'identifiait déjà François Héran (1987) : la présence d'enfants encourage le voisinage. Si certains mettent également en avant le fait d'avoir du temps pour s'investir dans les relations de voisinage (c'est ainsi par exemple que Brian Ray et Valerie Preston (2009) interprètent la plus forte intégration des retraités et inactifs), ce résultat est susceptible d'entrer en contradiction avec le poids de la position sociale mis en évidence en France par François Héran (1988) et aux États-Unis par Karen Campbell et Barrett Lee (1999). À l'heure du chômage de masse et à une époque où le modèle des femmes au foyer ne résiste que dans les franges fragilisées des classes populaires, quel rôle joue le fait d'avoir du temps ou de passer du temps dans son quartier

et son logement sur l'entretien des relations de voisinage ? Cela permet-il d'inverser le constat selon lequel la sociabilité évolue comme une pratique culturelle (Héran, 1988) ?

Parmi les éléments qui font varier l'intensité et les formes de la pratique du voisinage, **une attention particulière doit être portée au rôle des contextes résidentiels**. Les urbains entretiennent-ils aujourd'hui des liens plus faibles que ceux qui vivent en zone rurale, ainsi que l'observait aux États-Unis Claude S. Fischer (1982) ? La composition sociale des quartiers urbains, périphériques ou périurbains prime-t-elle sur leur plus ou moins grande urbanité ? Ou n'est-ce pas plutôt la plus ou moins grande homogénéité sociale qui est susceptible de stimuler les interactions et de favoriser les liens d'amitié (Kleit, 2005 ; Michelson, 1977) là où la mixité incite au repli sur le foyer (Putnam, 2006) ? Les effets des contextes résidentiels sur l'intensité et les formes de pratique du voisinage sont-ils par ailleurs liés aux spécificités de chaque configuration socio-spatiale, jouent-ils différemment en fonction des individus et de leur trajectoire et impliquent-ils des formes de relations, des normes et des ambiances spécifiques ?

Pour saisir ce que sont aujourd'hui les relations de voisinage et les rapports au voisinage, il est nécessaire aussi de **questionner les initiatives institutionnelles, publiques, privées et associatives dont le but explicite est de favoriser les relations de voisinage** (jardins partagés, compostage au pied des tours, journaux de quartier, fêtes et événements de toutes sortes...) **et leurs effets sur la structuration des relations de voisins**. Ces initiatives, aujourd'hui nombreuses en France, restent relativement peu étudiées par les sciences sociales, à de rares exceptions près (Mestdagh, 2017). Par exemple, « la fête des voisins » qui a pourtant réuni en 2019 près de 10 millions de Français et a été relayée par 880 mairies et bailleurs sociaux partenaires<sup>9</sup> n'a, à notre connaissance, été étudiée que dans le cas de Genève (Felder, 2020). Or comment sont nées ces actions – menées par des bailleurs sociaux, des gardiens d'immeubles, des municipalités, des associations de quartier ou tout simplement des habitants – qui ont en commun de promouvoir le « vivre-ensemble » ? Qui sont celles et ceux qui les initient et celles et ceux qui y participent ? Quels sont leurs effets sociaux, en fonction des contextes résidentiels et des populations ?

Situer le voisinage dans l'économie générale des relations et des pratiques des individus

Les études précédemment citées de François Héran (1987) et d'Yves Grafmeyer (1995 ; 2001) ont mis en évidence que les sociabilités de voisinage s'inscrivaient dans des logiques plus larges, notamment celle du cumul des relations sociales pour les ménages de classes moyennes et moyennes supérieures. La prise en compte de l'entrelacement des réseaux de sociabilité est nécessaire pour appréhender certains rapports au voisinage, comme le repli (qui peut être selon les cas, signe d'un certain isolement ou l'expression d'affinités et de sociabilités électives), ou encore la compensation d'un déficit de relations (ou de reconnaissance) dans d'autres domaines. Dans leurs comparaisons historiques, Nathalie Blanpain et Jean-Louis Pan Ké Shon remarquaient en 1998 que « les Français se parlent de moins en moins », mais ils indiquaient aussi que si la baisse de la fréquence des contacts en face-à-face entre 1983 et 1997 était particulièrement attestée pour les relations avec les commerçants (- 26 %), les amis (- 17 %) et les collègues (- 12 %), elle était moindre pour les relations de parenté et de voisinage (- 7 %). Dans le même temps, Avery Guest et Susan Wierzbicki (1999) observaient l'inverse aux États-Unis : en comparant deux décennies de relations sociales, elles concluent que le déclin du

---

<sup>9</sup> Selon les chiffres communiqués par les organisateurs officiels de la fête des voisins (<https://www.lafetedesvoisins.fr>).

voisinage est même plus fort que l'augmentation des relations d'amitié hors voisinage qui y fait écho. Ces évolutions contrastées invitent ainsi à **interroger le poids qu'occupe aujourd'hui le voisinage dans l'économie générale des relations des individus**. Les relations de voisinage tendent-elles à se superposer ou à s'opposer aux autres types de relations sociales qu'entretiennent les individus ? Ces logiques fonctionnent-elles différemment en fonction des caractéristiques des populations et des contextes ?

À la question du cumul des différents types de sociabilité s'ajoute celle de **la spécificité des liens de voisinage par rapport aux autres formes de relations**. S'il suppose moins d'interactions, d'engagements et d'obligations réciproques que les liens familiaux, amicaux ou professionnels, le lien de voisinage contient une possibilité d'approfondissement. Les enquêtes contextualisées observent qu'une multitude de types de relations peuvent se déployer dans le quartier de résidence : s'y développent des relations familiales (Young et Willmott, 1957), amicales (Coquard, 2019 ; Lehman-Frisch, 2002), professionnelles (Collet, 2015) ou encore conflictuelles (Élias et Scotson, 1997 ; Lambert, 2015). Il s'agira donc de se demander en quoi les relations de voisinages sont distinctes des autres relations sociales. Comment, en pratique, se régule la distance (ou la proximité) avec les voisins et comment la tension liée à cette possibilité d'approfondissement se décline-t-elle, entre formation d'amitiés et risque d'envahissements ?

Une autre façon de questionner l'importance du voisinage est d'**interroger la place du quartier par rapport aux espaces de vie**. Beaucoup d'analyses mettant en cause l'entre-soi sont menées comme si l'intégralité de la vie sociale se déroulait à proximité immédiate du lieu de résidence. C'est ainsi que des ensembles résidentiels fermés de quelques dizaines de logements peuvent être présentés comme des « ghettos » (Paquot, 2009), alors même que les habitants de ces ensembles passent l'essentiel de leur vie éveillée ailleurs. Pour se prémunir contre ce travers qui consiste à réduire la vie métropolitaine au quartier de résidence, il est essentiel de replacer les rapports au quartier dans le contexte plus large des modes de vie urbains et des déplacements des personnes. Jean-Yves Authier (2001) a déjà montré que les habitants des quartiers anciens de centre-ville peuvent articuler très diversement vie de quartier et vie urbaine : habiter leur quartier et peu pratiquer leur ville, pratiquer leur ville et peu habiter leur quartier ou encore, habiter à la fois leur quartier et leur ville. D'autres études invitent à considérer que le poids relatif du quartier dépend avant tout des caractéristiques des individus : Francine Dansereau et Annick Germain (2002) montrent qu'à Montréal, le quartier ne capture qu'une partie de la vie quotidienne mais est particulièrement significatif pour les immigrants. Quelle place occupe aujourd'hui le quartier par rapport aux autres espaces de vie et comment cette inscription territoriale varie-t-elle selon les populations et les contextes de résidence ?

Questionner l'homophilie des relations de voisinage et ses effets

Une seconde limite des études consacrées à la ségrégation spatiale et à l'entre-soi est de faire comme s'il suffisait de vivre dans le même quartier pour entrer en relation. Or la question de savoir **comment les situations de ségrégation et de mixité sociale se déclinent en relations et interactions sociales reste entière**<sup>10</sup>. En effet, si les travaux ethnographiques décrivant des formes de réseaux parallèles entre gentrificateurs et gentrifiés (Authier et Lehman-Frisch, 2012 ; Collet, 2015 ; Giroud, 2007), entre

---

<sup>10</sup> Brian Ray et Valerie Preston, qui s'intéressent à l'intégration sociale des immigrants, écrivent ainsi en 2009 qu'il faut cesser d'imputer l'intégration sociale des immigrants à leur degré de ségrégation résidentielle et qu'il est urgent de savoir qui les immigrants connaissent, avec qui ils interagissent.

propriétaires et locataires dans les quartiers en rénovation urbaine (Gilbert, 2013, 2014) ou encore en fonction de l'âge, de la position sociale ou des positions professionnelles (Coquard, 2019 ; Guéraud, 2018) sont nombreuses, rares sont les enquêtes qui se sont données pour objectif de quantifier l'homophilie des relations sociales de voisinage. En France, on peut faire référence à l'enquête classique de Daniel Courgeau (Courgeau, 1975 ; Forsé, 1981b) qui est à la fois ancienne et limitée à un village et une petite ville. À l'étranger, on trouve un peu plus de références, mais celles-ci restent également peu nombreuses. Ben Jupp (1999) a mis en relation différentes études lui permettant de travailler sur 1000 entretiens réalisés dans dix États des États-Unis : il montre que les habitants qui nouent des liens partagent souvent le même statut d'occupation, et que cela dépend de la plus ou moins grande ségrégation des territoires et de la morphologie des immeubles, puisque dans tous les cas, la manière la plus fréquente selon laquelle des personnes de statuts d'occupation différents sont amenées à entrer en contact est en habitant la porte à côté, ce qui, de fait, est rare. Le même auteur observe également que les relations avec les personnes des autres statuts d'occupation sont plus superficielles : seulement une personne sur cinq leur demanderait de l'aide ou un conseil sur un problème mineur alors que la majorité demanderait volontiers de l'aide ou un conseil sur un problème mineur à une personne de leur statut d'occupation. Quelques années plus tard, Rachel G. Kleit (2005) évalue un grand programme de déségrégation sociale aux États-Unis (Hope VI) et objective le fait que dans ces nouveaux quartiers conçus pour faire voisiner des habitants aux statuts d'occupation variés, les interactions entre habitants de logements subventionnés et non subventionnés sont peu nombreuses<sup>11</sup>. Or, qu'en est-il aujourd'hui en France ? Quelles sont les catégories sociales les plus homophiles dans leurs relations de voisinage ? Quels sont les rôles respectifs du sexe, de l'âge, de la position sociale, de l'origine migratoire, du statut d'occupation du logement, de la configuration familiale sur l'homophilie ? Certains quartiers favorisent-ils des relations sociales plus mixtes que d'autres ? Que révèle la cartographie des réseaux de relations sociales dans les différents quartiers ?

Dans une enquête récente conduite sur deux quartiers neufs où la mixité sociale est programmée par la juxtaposition d'immeubles relevant de statuts d'occupation différents, Joanie Cayouette-Remblière (2020) montre que la coprésence de groupes sociaux différents dans un même quartier peut produire des effets qui dépassent les interactions que les individus nouent les uns les autres. Sans entrer en relation avec les classes populaires du quartier, certaines franges des classes moyennes et supérieures transforment pourtant leurs représentations de ce groupe social, en s'appuyant sur leurs observations et expériences quotidiennes. Aux États-Unis, la question des effets du voisinage sur les représentations est abordée en termes raciaux et discutée à travers les théories du « contact » – qui font l'hypothèse que les préjugés racistes diminuent lorsque des personnes appartenant à des groupes ethno-raciaux différents sont en relation (Allport, 1979 [1954])<sup>12</sup> – et celles du « conflit » – qui soutiennent que la mixité d'un quartier de résidence entraînerait davantage des conflits qu'elle ne ferait diminuer les préjugés racistes (Valentine, 2008). Pour saisir les conséquences sociales de la coprésence (Authier, 2008), notre ambition est également d'**interroger les représentations que les habitants se font de leurs voisins** (Felder, 2016). Avec quelles catégories, en s'appuyant sur quels éléments catégorisons-

---

<sup>11</sup> On peut également citer l'enquête de Talja Blokland et Gwen Eijk (2010) aux Pays-Bas mais elle n'est conduite que sur un quartier et 206 personnes.

<sup>12</sup> Proposée à partir de l'analyse de brigades militaires « racialement mixtes » (*mixed-race*), cette théorie est largement remise en cause en ce qui concerne les relations de voisinage dans des quartiers socialement ou ethno-racialement mixtes.

nous celles et ceux qui vivent autour de chez nous ? Qu'est-ce qui nous fait les désigner comme des semblables ou au contraire, comme relevant d'une (profonde) altérité ?

Mais ces questionnements ne suffisent pas puisque, ainsi que le rapporte Elias Anderson (2012), les représentations sociales générales ne sont pas systématiquement cohérentes avec les pratiques et interactions individuelles : il est par exemple possible d'être « civil »<sup>13</sup> sans être forcément ouvert à l'altérité. Il conviendra donc d'interroger plus généralement la « socialisation par frottements » (de Singly, 2000), qui se déploie à travers les multiples occasions de co-présence, les interactions plus ou moins éphémères, les discussions et les échanges, d'informations, de services ou encore de visites. **En tant qu'instance de socialisation diffuse, le voisinage forme et transforme les individus en jouant sur leurs dispositions sociales, autrement dit leurs manières de vivre, de parler, d'entrer en relation, d'éduquer leurs enfants ou encore de voir le monde** (Authier, 2012 ; Cayouette-Remblière, Lion et Rivière, 2019). Dans quelle mesure les liens plus ou moins faibles de voisinage participent-ils de notre socialisation et de notre intégration au destin des communautés (plus ou moins larges) auxquelles nous appartenons ? Comment les relations de voisinage et les représentations que nous avons de nos voisins contribuent-elles à la conscience de classe ou plus généralement, au sentiment d'appartenir à certains groupes sociaux ?

Étudier la contribution du voisinage à l'intégration sociale

L'intégration sociale désigne classiquement en sociologie le processus par lequel les individus, les groupes sociaux et les contextes en viennent à occuper une place stable, reconnue et inégalement valorisée dans un ensemble social plus vaste – la société, dont ils partagent à des degrés variables les valeurs et les normes. Les sciences sociales ont souligné l'importance des liens familiaux, électifs, citoyens et organiques (professionnels) (Paugam, 2014), mais les travaux analysant l'intégration sous l'angle du voisinage sont plus rares<sup>14</sup>.

Certains chercheurs ont attiré l'attention sur le rôle que joue le voisinage dans les processus d'intégration, tant par les liens forts établis dans la fréquentation préférentielle de certains voisins ou de certains lieux, que par les liens faibles qui assurent un sentiment de reconnaissance, de sécurité ou de bien-être dans l'environnement immédiat du domicile (Forrest, 2007 ; Simon, 1995). Les sociologues de l'École de Chicago ont ainsi éclairé les manières dont les « régions morales », les quartiers, les voisinages, jouaient un rôle intégrateur, notamment pour les populations immigrées (Thomas et Znaniecki, 1919 ; Wirth, 1928). Réciproquement, d'autres travaux ont mis en évidence, à côté de facteurs économiques et sociaux structurels, le rôle de la récurrence des conflits de voisinage ou de liens délétères dans l'exclusion, la marginalisation ou la désaffiliation de certains groupes sociaux ou de certains territoires (Dubet et Lapeyronnie, 1992 ; Villechaise-Dupont, 2000 ; Wilson, 1987). Mais l'espace est souvent négligé lorsqu'il s'agit de parler d'intégration ou de socialisation (Cayouette-Remblière, Lion et Rivière, 2019), en partie parce que la spatialité est peu présente dans les travaux d'Émile Durkheim et de ses héritiers qui ont développé ces concepts. Analyser l'intégration au prisme du voisinage conduit pourtant à **interroger à la fois les formes et les degrés d'intégration ou de cohésion internes aux quartiers, et leurs relations avec les autres échelles spatiales et sociales dans lesquelles ils s'inscrivent**. De multiples liens faibles peuvent ainsi nous attacher très sûrement à nos

---

<sup>13</sup> Sur l'apprentissage de la civilité comme norme de voisinage, voir aussi Tonnelat, 2016.

<sup>14</sup> Cette problématique a été développée en 2014-2015 à la faveur de l'appel générique de l'ANR qui invitait à soumettre des travaux traitant de l'intégration sociale.

contextes de vie, quand des liens forts nous entraînent plutôt en dehors d'eux, et nous intègrent à d'autres échelles. Il s'agit donc de se demander dans quels territoires et pour quelles populations le voisinage constitue une ressource, ou au contraire, en cas de relations défailtantes ou délétères, une forme d'obstacle à l'intégration sociale.

Le rôle du quartier ou du voisinage pour l'accès à l'emploi, par exemple, constitue un cas régulièrement discuté dans la littérature. Du côté des cadres et professions intellectuelles, la sociologie des réseaux attribue un rôle primordial aux liens faibles et diversifiés, extérieurs à la famille et au voisinage. Ces travaux minorent pourtant les effets potentiels de la concentration résidentielle pour ce type de groupes professionnels : pour certains professionnels de l'audiovisuel ou du cinéma résidant dans des quartiers gentrifiés, les sociabilités de voisinage contribuent au contraire de manière décisive à l'intégration dans le milieu professionnel (Collet, 2015). Du côté des travaux sur les quartiers populaires, c'est avant tout sur le registre du handicap que l'effet du quartier et du voisinage a été étudié en matière d'accès à l'emploi. Des travaux économétriques anglo-saxons et français laissent entendre en effet que la ségrégation urbaine appauvrit les contacts professionnels des ménages populaires et obère leur intégration sociale, sans toutefois que ces analyses n'aboutissent en matière de chômage à des résultats unanimes (Couppié et Gasquet, 2011 ; Fitoussi et al., 2004 ; Marpsat et Laurent, 1997 ; Selod et Gobillon, 2007). Or certaines ressources de proximité restent invisibles dans ces enquêtes, alors qu'elles peuvent être cruciales pour l'accès à l'emploi notamment féminin (covoiturage ou garde d'enfants) (Fol, 2010). Face à ces résultats contrastés, on peut se demander **quelles informations et quels services circulent entre voisins et quelles populations en bénéficient.**

Les individus étant attachés à la société de diverses manières, et à diverses échelles (locale, urbaine, nationale), un faible investissement dans le voisinage n'est pas nécessairement synonyme d'une faible intégration, d'un repli sur soi ou d'un isolement, lorsque d'autres lieux et d'autres liens structurent la vie quotidienne des individus. Dans le même ordre d'idées, Suzanne Keller (1968) et Claude Fischer (1982) indiquent que les personnes tendent à développer des liens de voisinage comme alternative quand elles n'ont pas d'autres sources de soutien social ou à cause de ressources financières, physiques ou mentales limitées ou de fortes contraintes de temps ou de mobilité, liés aux enfants ou au vieillissement. Mais d'autres auteurs (Guest et Wierzbicki, 1999 ; Héran, 1988) montrent plutôt des logiques de cumul entre les différentes scènes. Comment et pour qui l'intégration est-elle locale et/ou extra-locale ? **Comment ces formes d'intégration spatiale s'articulent-elles entre elles et avec les autres types d'intégration qu'analysent classiquement les sociologues, à savoir l'intégration par les liens de filiation, les liens électifs, les liens organiques et les liens de citoyenneté ?** Ainsi, Monique Membrado et Jean Mantovani (2014) observent que les voisins ne soutiennent une personne âgée que pour pallier des absences familiales ou pour étayer des solidarités familiales empêchées par la distance géographique : ils en concluent que les solidarités de voisinage sont socialement construites comme plus faibles, ou moins protectrices, que les solidarités sociales qui s'appuient sur le travail et les droits sociaux afférents (Castel, 1995) et les solidarités familiales, et qu'un principe de subsidiarité s'opère.

### III. Enquêtes de voisinage : partis pris méthodologiques et outils d'investigation

Pour traiter ces différents questionnements, nous avons pris le parti de réaliser une recherche à la fois comparative et contextualisée, en sélectionnant différents types de contextes résidentiels, abritant des populations socialement diversifiées, et en menant dans ces contextes selon les mêmes protocoles d'abord une enquête quantitative, puis une enquête qualitative. Ces deux enquêtes ont été

complétées par d'autres investigations pour analyser les actions mises en place par les bailleurs sociaux pour favoriser ou réguler les relations de voisinage.

### Le choix des contextes

Parce que la question des rapports entre voisinage et intégration sociale, en France, se pose tout particulièrement dans le cas des grandes villes, et parce que ces dernières permettent d'étudier des contextes résidentiels différenciés (socialement et spatialement) et géographiquement voisins, nous avons fait le choix de centrer notre recherche sur les rapports au voisinage dans des grandes agglomérations. Plus précisément, nous avons retenu Paris et Lyon, deux grandes agglomérations à la fois semblables et différentes. Villes dynamiques et relativement riches, mais aussi villes particulièrement ségréguées, accueillant des habitants des régions voisines et de nombreux immigrants, dans un marché immobilier local tendu, Paris et Lyon se ressemblent à bien des égards. Aussi, choisir ces deux grandes agglomérations permet de maîtriser les termes de la comparaison et de placer au cœur de l'étude les différences entre contextes résidentiels. Mais Paris et Lyon présentent aussi des différences. Métropole « globale » de premier plan rassemblant 12 millions d'habitants, et « ville capitale » (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2008), Paris se distingue de Lyon, aire urbaine de plus de 2 millions d'habitants, par sa taille. De ce fait, mais aussi pour des raisons de densité résidentielle et d'un fort centralisme politique et économique, le marché immobilier parisien et francilien n'en est que plus tendu et les dynamiques ségréguatives au sein de son territoire, plus fortes. Par exemple, à Lyon, les quartiers bourgeois du centre restent en large part accessibles au haut des familles des classes moyennes (Authier et *al.*, 2010), alors que ce n'est pas le cas à Paris, où les écarts sociaux-spatiaux sont maximalisés. Ces difficultés rencontrées à Paris par les classes moyennes pour résider au centre sont de surcroît redoublées par des durées de déplacement plus importantes. Ces différences, non exhaustives, ouvrent ainsi la voie à une analyse de la variation des rapports entre voisinage et intégration sociale au sein même des grandes agglomérations françaises et des différents contextes socio-résidentiels qui les constituent.

Pour étudier au sein de ces deux agglomérations la diversité des relations de voisinage et des rapports au voisinage de leurs habitants, et, dans le même temps, pour observer ces relations et ces rapports dans des contextes socialement et spatialement différenciés, nous avons sélectionné sept types de contextes : des quartiers bourgeois, des quartiers gentrifiés et des quartiers populaires de la ville-centre, des quartiers de mixité sociale programmée, des quartiers de grands ensembles en rénovation urbaine, des centres de petites villes périurbaines éloignées et des communes rurales périurbaines (voir encadré). Ces sept types n'épuisent pas la diversité des contextes résidentiels (français) du début XXI<sup>e</sup> siècle : ils ont été choisis parce qu'ils correspondent à des types régulièrement convoqués, souvent séparément, dans la littérature sociologique et géographique, et parce qu'ils représentent une grande variété : en termes de composition sociale, de rapports à la centralité urbaine, etc.<sup>15</sup>

---

<sup>15</sup> Dans ces deux agglomérations, d'autres quartiers moins typés, par exemple des « territoires sans qualités » (Grafmeyer, 1991), auraient pu être aussi sélectionnés. Ces quartiers pourraient être les terrains d'une nouvelle recherche, étendue également à d'autres catégories de villes (les villes moyennes, les petites villes) et à d'autres espaces ruraux (les communes rurales « isolées »), où l'enquête *Mon quartier, mes voisins* pourrait être reproduite.

#### LES SEPT TYPES DE CONTEXTES

- *Les quartiers bourgeois* (des villes-centres) sont des quartiers anciens, réputés être de « beaux quartiers », tant par leur urbanisme, par leur architecture que par leur peuplement. Principalement composés d'habitants disposant d'une grande aisance financière, recrutés pour une majorité d'entre eux parmi les cadres supérieurs du privé, ils sont souvent associés à des formes marquées d'entre-soi.
- *Les quartiers gentrifiés* (des villes-centres) désignent les anciens quartiers populaires des villes-centres qui sont réappropriés par des ménages appartenant aux classes moyennes et supérieures. Même si l'installation de ces ménages a souvent pour effet le départ des anciens habitants de milieu modestes, ces quartiers se caractérisent par une certaine « mixité sociale », en termes de composition.
- *Les quartiers populaires* (des villes-centre) abritent principalement des membres des catégories populaires (employés, ouvriers) et des ménages précarisés, logés le plus souvent dans des logements sociaux. La plupart d'entre eux font partie des quartiers prioritaires de la politique de la ville (« QPV »).
- *Les quartiers de mixité sociale programmée* correspondent aux quartiers produits par les projets urbanistiques qui réservent entre 20 % et 50 % des logements construits aux bailleurs sociaux et qui impliquent la vente en accession à la propriété des autres appartements. Du fait des prix du marché qui peuvent être très élevés pour des logements neufs situés en zone urbaine dense et du choix d'inclure à la fois des logements de petite taille et de vastes appartements destinés à une clientèle aisée, ces quartiers sont conçus pour accueillir à la fois des classes populaires, des classes moyennes et des classes supérieures. En outre, puisqu'ils sont entièrement neufs, ces quartiers ne portent pas d'histoire des relations sociales entre habitants, au contraire des quartiers gentrifiés.
- *Les grands ensembles en rénovation urbaine* désignent les quartiers d'habitat social construits dans les années 1960 à la périphérie des agglomérations et qui ont fait l'objet, dans le cadre de la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (de 2003), d'opérations de démolition, de reconstruction et de réhabilitation, visant à une plus grande « mixité sociale » de leur population.
- *Les centres des petites villes périurbaines* éloignées sont des espaces peu étudiés et souvent sous-estimés. À plusieurs dizaines de kilomètres du centre des agglomérations mais récemment englobées dans celles-ci, ils conservent une certaine centralité locale. La vétusté du bâti ancien, peu attractif en comparaison des maisons individuelles des communes avoisinantes, la forte vacance et la concurrence commerciale des zones situées en périphérie en font des lieux peu dynamiques associés à une certaine pauvreté.
- *Les communes rurales périurbaines* correspondent à des communes de moins de 2 000 habitants principalement composées de maisons individuelles. Récemment intégrées dans les agglomérations, elles sont dépendantes de multiples centralités (la métropole mais aussi les petites villes périurbaines) et se composent de différentes générations de lotissements et de d'habitants.

À travers cet ensemble diversifié, il est ainsi possible d'effectuer de multiples comparaisons, des relations de voisinage, des rapports au voisinage et des liens entre voisinage et intégration sociale, par exemple : entre les habitants des quartiers de mixité sociale « de fait » que constituent les quartiers gentrifiés et les habitants des quartiers de mixité sociale programmée, entre les catégories populaires qui résident dans les quartiers populaires des villes-centre et celles qui résident dans des quartiers de grands ensembles en rénovation urbaine, entre les habitants des villes-centres et les habitants des communes périurbaines, ou encore, entre les habitants des quartiers gentrifiés, à Paris et à Lyon.

Pour chacun des contextes un terrain a été retenu en région parisienne et en région lyonnaise, définissant au total 14 terrains d'enquête (cf. tableau 1). Ces derniers ont été sélectionnés à partir d'un examen des données sociodémographiques et des caractéristiques morphologiques, architecturales et historiques des quartiers de Paris et de Lyon et de leurs communes périurbaines, visant à obtenir une homologie structurale entre les terrains des deux agglomérations. C'est ainsi, par exemple, que nous avons choisi pour équivalent lyonnais du quartier parisien d'Auteuil le quartier d'Ainay situé dans le deuxième arrondissement plutôt que le quartier des Brotteaux situé dans le sixième arrondissement<sup>16</sup>.

**TABLEAU 1 – LES QUATORZE TERRAINS DE L'ENQUÊTE**

Types de contextes	Région parisienne	Région lyonnaise
Quartiers bourgeois en ville-centre	Auteuil (Paris, 16 <sup>e</sup> )	Ainay (Lyon, 2 <sup>e</sup> )
Quartiers gentrifiés en ville-centre	Batignolles (Paris, 17 <sup>e</sup> )	Croix-Rousse (Lyon, 4 <sup>e</sup> )
Quartiers populaires en ville-centre	Riquet (Paris, 19 <sup>e</sup> )	Grange Rouge (Lyon, 8 <sup>e</sup> )
Quartiers de mixité sociale programmée	Quartier du Port (Choisy-le-Roi, Val-de-Marne)	ZAC du Bon Lait (Lyon, 7 <sup>e</sup> )
Grands ensembles en rénovation urbaine	Navigateurs (Choisy-le-Roi, Val-de-Marne)	Armstrong (Vénissieux, métropole de Lyon)
Petites villes périurbaines	Montereau-Fault-Yonne (Seine-et-Marne)	La Tour-du-Pin (Isère)
Communes périurbaines rurales	Marolles-sur-Seine (Seine-et-Marne)	La Bâtie-Montgascon (Isère)

Dans ces différents terrains, qui ont été finement caractérisés par des travaux exploratoires<sup>17</sup>, deux grandes enquêtes ont été réalisées : une enquête par questionnaires (l'enquête *Mon quartier, mes voisins*), en 2018, puis une enquête post-questionnaire par entretiens, en 2019.

L'enquête *Mon quartier, mes voisins*

L'enquête *Mon quartier, mes voisins* a été réalisée du 21 mars au 4 juillet 2018. Son objectif était d'interroger 3 000 individus, soit approximativement 210 habitants pour chaque quartier (ou commune)<sup>18</sup>. L'échantillon a été constitué en combinant deux perspectives : d'une part, offrir des données représentatives des quartiers étudiés ; et d'autre part, analyser les réseaux de relations dans les différents quartiers (notamment pour mettre à l'épreuve les hypothèses de communautarisme ou d'homophilie). Pour cela, nous avons construit deux échantillons liés : un échantillon par tirage au sort, puis un échantillon « par boule de neige ». Concrètement, nous avons d'abord défini au sein de chaque quartier des « VSR » (Voisinages statistiques raisonnés), c'est-à-dire des ensembles d'environ 1 000 logements, permettant d'avoir des taux de sondage équivalents pour l'ensemble des terrains de

<sup>16</sup> Le choix de ces terrains s'est aussi effectué à la suite d'échanges avec certains financeurs de la recherche, voir *infra*.

<sup>17</sup> Voir *infra* la « Méthodologie de l'Enquête 'Mon quartier, mes voisins' ».

<sup>18</sup> Par commodité de langage, nous ne le spécifierons pas à chaque fois.

l'enquête<sup>19</sup>. Ensuite, pour constituer la base de sondage, nous avons recensé dans chaque VSR l'ensemble des logements. Au sein de cette base de sondage, un premier échantillon de logements (nommés N) a d'abord été tiré aléatoirement. Un des résidents du logement (majeur) était alors invité à répondre au questionnaire. Dans celui-ci, une section invitait l'enquêté à déclarer et à caractériser les personnes (quatre au maximum), habitant son immeuble ou son quartier, avec lesquelles il avait « le plus de relations ». Ces contacts ont ensuite été identifiés au sein de la base de sondage, puis ont constitué le second échantillon (nommé N+) de logements à enquêter<sup>20</sup>.

Le questionnaire qui a été construit est composé de huit modules interrogeant : la composition du ménage de l'enquêté, son rapport au quartier, ses relations de voisinage (à l'échelle de l'immeuble, mais aussi à l'échelle du quartier – ce qui n'était pas le cas dans l'enquête « Contacts » de 1982-1983), son réseau de relations dans le quartier, son intégration sociale, la scolarité et les activités de ses enfants (pour les personnes concernées), sa trajectoire résidentielle et, enfin, ses caractéristiques sociodémographiques. Tous les questionnaires ont été passés en face-à-face au domicile des enquêtés, avec une durée moyenne de passation d'une heure. Au total, 2 572 questionnaires ont ainsi été recueillis.

L'enquête post-questionnaire par entretiens

Dans le prolongement de cette enquête quantitative, nous avons réalisé, du 14 mars au 30 juin 2019, une enquête par entretiens auprès d'une partie des personnes ayant répondu au questionnaire (et ayant accepté, au moment du questionnaire, de participer à un entretien). Cette enquête qualitative visait pour une part à approfondir l'analyse des différentes dimensions des relations de voisinage, des rapports au voisinage et des liens entre voisinage et intégration sociale déjà explorées dans l'enquête quantitative. Mais elle visait aussi, et surtout, à étudier d'autres dimensions plus difficilement saisissables dans le cadre d'un questionnaire, par exemple : la construction sociale des relations de voisinage (comment les voisins entrent-ils en relation ?), leurs dynamiques au fil du temps (comment les relations de voisinage des habitants évoluent-elles en fonction des transformations de la composition sociale de leur immeuble ou de leur quartier ?), ou bien encore, la diversité des relations de voisinage qu'un individu peut avoir avec ses voisins. De fait, pour ne reprendre que ce dernier exemple, dans notre enquête par questionnaires (comme dans l'enquête « Contacts »), « les voisins » ou « le voisinage » des enquêtés sont très largement entendus comme un tout ou comme un collectif peu différencié<sup>21</sup> ; mais un même individu peut avoir avec ses voisins des relations diverses, qu'on les analyse au prisme de leur qualification, de leur intensité ou des pratiques qui les concrétisent (Drulhe et al., 2007 ; Felder, 2016). Enfin, à travers la réalisation de ces entretiens, il s'agissait aussi de mieux saisir les relations de voisinage de certaines catégories de population qui présentent de multiples intérêts pour l'analyse des relations de voisinage (les personnes âgées, les familles avec enfants, les solos, les personnes en situation de séparation conjugale ...).

Pour cette enquête qualitative, un seul quartier par type de contextes a été retenu, à l'exception de deux types : les quartiers bourgeois, dans lesquels moins de questionnaires ont au total été réalisés,

---

<sup>19</sup> Pour une présentation détaillée de la construction des VSR, et plus largement du protocole de cette enquête, voir *infra* la « Méthodologie de l'Enquête 'Mon quartier, mes voisins' ».

<sup>20</sup> Durant toute la durée de l'enquête, le même protocole a été reproduit pour chaque enquêté, qu'il s'agisse d'un N ou d'un N+, voir *infra* la « Méthodologie de l'Enquête 'Mon quartier, mes voisins' ».

<sup>21</sup> Même si nous avons distingué dans le questionnaire les voisins d'immeuble et les autres habitants du quartier et si plusieurs questions invitaient les enquêtés à caractériser leurs voisins.

et les quartiers de mixité sociale programmée, parce qu'ils constituent des terrains privilégiés pour analyser les relations de voisinage au prisme de la question de la mixité sociale<sup>22</sup>. Pour construire l'échantillon, nous avons distingué, à partir des données de l'Enquête *Mon quartier, mes voisins*, plusieurs profils d'habitants, plus ou moins fortement intégrés dans leur quartier ou hors de leur quartier.

Le guide d'entretien qui a été élaboré comporte huit grandes sections. La première est consacrée à l'arrivée dans le quartier. La deuxième traite des représentations et des pratiques du voisinage de l'enquêté, depuis son installation dans son logement actuel (avec ici des questions : sur la manière dont l'enquêté est entré en relation avec ses voisins ; sur les relations différenciées qu'il entretient avec ses divers voisins...) et, de façon moins détaillée, dans son précédent logement. La troisième a trait aux représentations et aux pratiques du quartier. La quatrième porte sur le quartier et le voisinage comme « ressources », avec par exemple ici des questions sur ce qui s'échange avec les voisins ou les autres habitants du quartier en termes d'opportunités d'emploi ou d'informations sur les établissements scolaires, ou des questions, non présentes dans le questionnaire, sur les usages des services publics localisés dans le quartier. La cinquième section (« Intégration sociale et urbaine hors quartier ») interroge les relations et pratiques sociales de l'enquêté qui se déploient hors de son quartier. La dernière section, enfin, vise à reconstituer les trajectoires résidentielles et sociales des individus (qui sont également difficiles à bien saisir dans le cadre d'une enquête par questionnaires) et comporte aussi quelques questions sur leurs relations de voisinage au moment de l'enfance.

Comme pour les questionnaires, la passation des entretiens s'est effectuée en face-à-face au domicile des enquêtés. Au total, 210 entretiens ont été réalisés. Tous ont été enregistrés, puis intégralement retranscrits.

#### Les enquêtes auprès des bailleurs

Pour étudier, plus spécifiquement, les actions mises en œuvre par les bailleurs sociaux pour réguler ou favoriser les relations de voisinage, d'autres démarches empiriques ont été menées. Dans un premier temps, en 2018, des entretiens ont été réalisés auprès de douze bailleurs sociaux (auprès de directeurs de service en charge de la vie sociale ou de la cohésion sociale, auprès de chargés de mission « Développement social urbain », etc.), avec pour objectifs d'examiner comment ceux-ci se saisissent de la question des relations de voisinage et de recenser les actions et dispositifs, touchant de près ou de loin au voisinage, qu'ils déploient. Puis, en 2019, à la suite de ces entretiens, plusieurs dispositifs (un dispositif « Partenariat Tranquillité », un dispositif de médiation sociale, un jardin partagé, etc.) ont été analysés, en partie dans le cadre de plusieurs stages d'étudiant.es.

#### Une démarche de recherche doublement collaborative

Comme le laissent entrevoir ces derniers éléments, la démarche qui a été la nôtre dans cette recherche a été doublement collaborative. D'un côté en effet, nous avons étroitement associé, pendant toute sa durée, les différents financeurs de la recherche et en particulier les bailleurs sociaux. Pour cela, nous avons organisé avec eux quatre séminaires d'une journée (en 2016, 2017, 2018 et 2020) et plusieurs

---

<sup>22</sup> Les terrains de l'enquête post-questionnaire sont ainsi les suivants : Ainay, Auteuil, Batignolles, Riquet, le quartier du Port, la Zac du Bon Lait, Armstrong, La Tour-du-Pin et La Bâtie-Montgascon. Quelques entretiens supplémentaires ont été réalisés auprès de personnes ayant connu une rupture conjugale aux Navigateurs, à Montereau, Marolles et la Croix Rousse (cf. *infra* la « Méthodologie de l'Enquête 'Mon quartier, mes voisins' »).

réunions de travail. Ces rencontres ont été l'occasion d'échanger sur les questionnements de la recherche et sur sa méthodologie, de discuter par exemple du choix des terrains, de soumettre nos premiers résultats, ou bien encore, sur un plan plus pratique, d'obtenir des moyens facilitant (à l'exemple des vigiks) l'accès à une partie des logements de l'enquête *Mon quartier, mes voisins*. D'un autre côté, les différentes investigations empiriques que nous avons menées (les travaux exploratoires sur les 14 terrains, l'enquête quantitative et l'enquête qualitative auprès des habitants, l'observation des dispositifs des bailleurs sociaux) ont mobilisé un très grand nombre d'étudiant-es que nous avons formés.

#### IV. Les formes contemporaines du voisinage : mode d'emploi

Les résultats de la recherche sont exposés dans ce rapport sous la forme de quatre parties. La première présente une vue d'ensemble des relations de voisinage aujourd'hui : des représentations et des pratiques du voisinage (visites, échanges de services, conversations, conflits...), des réseaux de voisinage et, enfin, des représentations et des pratiques du quartier. La deuxième détaille ces premiers résultats et analyses, en privilégiant d'abord, une entrée par les contextes résidentiels, qui donne à voir la structuration des relations de voisinage et des rapports au voisinage (et au quartier) dans les sept types de contextes retenus, puis une entrée par des populations, à travers l'examen des représentations et des pratiques du voisinage des personnes âgées, des locataires du logement social, des personnes séparées (à la suite d'une rupture conjugale), des individus ayant des pratiques religieuses et des personnes en mobilité sociale et géographique. La troisième partie analyse ensuite, dans une perspective plus large, la contribution du lieu de résidence à l'intégration sociale, ou en d'autres termes, la manière dont les individus conjuguent intégration à l'espace local de résidence, intégration sociale extra-locale et intégration sociale a-spatiale. Enfin, la quatrième est consacrée à l'analyse des actions des bailleurs sociaux pour réguler ou favoriser les relations de voisinage.

#### Références citées

ALLPORT G., 1979 [1954], *The Nature Of Prejudice*, Unabridged, Reading, Mass, Basic Books, 25th Anniversary Edition, 576 p.

ANDERSON E., 2012, *The Cosmopolitan Canopy – Race and Civility in Everyday Life*, Reprint, W. W. Norton & Company, 336 p.

ANESHENSEL C. S., HARIG F., WIGHT R. G., 2016, « Aging, Neighborhoods, and the Built Environment », in GEORGE L. K., FERRARO K. F., *Handbook of Aging and the Social Sciences*, San Diego, Academic Press, p. 315-335.

ASCHER F., 1995, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, O. Jacob, 346 p.

AUTHIER, J.-Y. (dir.), 2001, *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, 214 p.

AUTHIER J.-Y., 2003, « Les relations de voisinage », in SÉGAUD M., BRUN J., DRIANT J.-C., *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, p. 421-425.

AUTHIER J.-Y., 2006, « Évolutions des sociabilités : du voisinage à l'Internet », dans HUYNH P. M. (dir.), *Habitat et vie urbaine. Changements dans les modes de vie*, Paris, Éditions du PUCA, p. 119-124.

- AUTHIER J.-Y., 2008, « Les pratiques sociales de coprésence dans les espaces résidentiels : mixité et proximité », dans JAILLET M.-C., PERRIN E., MÉNARD F. (dir.), *Diversité sociale, ségrégation urbaine et mixité*, Éditions du PUCA, Coll. « Recherche », p. 103-122.
- AUTHIER J.-Y., 2012, *Espace et socialisation : regards sociologiques sur les dimensions spatiales de la vie sociale*, Saarbrücken, Éditions universitaires européennes.
- AUTHIER J.-Y., GRAFMEYER Y., MALLON I., VOGEL M., 2010, *Sociologie de Lyon*, La Découverte, 130 p.
- AUTHIER J.-Y., LEHMAN-FRISCH S., 2012, « Il était une fois... des enfants dans des quartiers gentrifiés à Paris et à San Francisco », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 195, 5, p. 58-73.
- ARGOUD D., LE BORGNE-UGUEN F., MANTOVANI J., PENNEC S., PITAUD P., 2004, *Prévenir l'isolement des personnes âgées. Voisiner au grand âge*, Paris, Dunod, 200 p.
- ARGOUD D., 2016, « L'isolement des personnes âgées. De l'émergence à la construction d'un problème public », *Gérontologie et société*, 38 / 149, p. 25-40.
- BESANCENOT J., 2004, « Paroxysmes climatiques et santé », in BOURDILLON F., BRÜCKER G., TABUTEAU D., *Traité de santé publique*, Paris, Flammarion, p. 120-124.
- BACQUÉ M.-H., CHARMES E., LAUNAY L., VERMEERSCH S., 2016, « Des territoires entre ascension et déclin : trajectoires sociales dans la mosaïque périurbaine », *Revue française de sociologie*, vol. 57, no. 4, pp. 681-710.
- BLANPAIN N., PAN KÉ SHON J.-L., 1998, « 1983 -1997 : les Français se parlent de moins en moins », *Insee Première*, 571.
- BLANPAIN N., PAN KÉ SHON J.-L., 1999, « La sociabilité des personnes âgées s », *Insee Première*, 644.
- BLOKLAND T., EIJK G., 2010, « Do People Who Like Diversity Practice Diversity in Neighbourhood Life? Neighbourhood Use and the Social Networks of "Diversity-Seekers" in a Mixed Neighbourhood in the Netherlands », *Journal of ethnic and migration studies*, 36 (2), p. 313-332.
- BRONNER L., 2010, *La loi du ghetto. Enquête dans les banlieues françaises*, Paris, Calmann-Lévy, 259 p.
- CAMPBELL K.E., LEE B.A., 1992, « Sources of Personal Neighbor Networks: Social Integration, Need, or Time? », *Social Forces*, 70, 4, p. 1077-1100.
- CAMPBELL K.E., LEE B.A., 1999, « Networks in the Global Village Life in Contemporary Communities », dans WELLMAN B. (dir.), *Neighbor Networks of Black and White Americans*, New York, Routledge, p. 119-146.
- CASTEL R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 490 p.
- CAYOUILLE-REMBLIÈRE J., 2020, « Les rapports sociaux dans les quartiers de mixité sociale programmée », *Sociologie*, 11, 1, p. 1-22.
- CAYOUILLE-REMBLIÈRE J., LION G., RIVIÈRE C., 2019, « Socialisations par l'espace, socialisations à l'espace. Les dimensions spatiales de la (trans)formation des individus », *Sociétés contemporaines*, 115, 3, p. 5-31.

- CHAMBOREDON J.-C., LEMAIRE M., 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, 11, 1, p. 3-33.
- CHARMES E., 2006, *La rue, village ou décor ? Parcours dans deux rues de Belleville*, Paris, Créaphis, 157 p.
- COING H., 1966, *Rénovation urbaine et changement social. L'îlot n°4 (Paris 13<sup>e</sup>)*, Paris, Les éditions ouvrières, 296 p.
- COLLET A., 2015, *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*, Paris, La Découverte, 288 p.
- COQUARD B., 2019, *Ceux qui restent*, Paris, La Découverte, 216 p.
- CORNWELL B., LAUMAN E. O., SCHUMM L. P., 2008, « The Social Connectedness of Older Adults : A National Profile », *American Sociological Review*, vol. 73, n°2, p. 185-203.
- COUPPIÉ T., GASQUET C., 2011, « Les jeunes des ZUS inégalement pénalisés au moment de l'insertion », *Net.Doc*, 79.
- COURGEAU D., 1975, « Les réseaux de relations entre personnes. Étude d'un milieu urbain », *Population*, 30, 2, p. 271-283.
- DANSEREAU F., GERMAIN A., 2002, « Fin ou renaissance des quartiers? Les significations des territoires de proximité dans une ville pluriethnique », *Espaces et sociétés*, n°108, 1, p. 11-46.
- DRULHE M., CLÉMENT S., MANTOVANI J., MEMBRADO M., 2007, « L'expérience du voisinage : propriétés générales et spécificités au cours de la vieillesse », *Cahiers internationaux de sociologie*, 123, p. 325-339.
- DUBET F., LAPEYRONNIE D., 1992, *Les Quartiers d'exil*, Seuil, Paris, 266 p.
- DUBOIS-TAINE G., CHALAS Y., 1997, *La ville émergente*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 286 p.
- ÉLIAS N., SCOTSON J.-L., 1997, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard, 278 p.
- FELDER M., 2016, « La diversité sur le palier. Catégorisations ordinaires d'un voisinage hétérogène à Genève », *Lien social et Politiques*, 77, p. 220-239.
- FELDER M., 2020, « La Fête des voisins : un rituel conjuratoire ? », *Métropolitiques*, <https://metropolitiques.eu/La-Fete-des-voisins-un-rituel-conjuratoire.html>.
- FISCHER C.S., 1982, *To Dwell among Friends: Personal Networks in Town and City*, University of Chicago Press, Chicago, 456 p.
- FITOUSSI J.-P., LAURENT E., MAURICE J., FREYSSINET J., INTIGNANO B.M. D', 2004, *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, Paris, La Documentation Française, 328 p.
- FOLS., 2010, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres : les ressources de la proximité », *Regards Sociologiques*, 40, p. 27-43.

- FORREST R., 2007, « Le voisinage ? Quelle importance ? », *Revue internationale des sciences sociales*, 191, p. 137-151.
- FORSÉ M., 1981a, « La sociabilité », *Economie et statistique*, n° 132, p. 39-48.
- FORSÉ M., 1981b, « Les réseaux de sociabilité dans un village », *Population*, 36, 6, p. 1141-1162.
- GANS H., 1962, *The Urban Villagers : Group and Class in the Life of Italian Americans*, New York, The Glencoe Free Press, 367 p.
- GEAY B., HUMEAU P., 2017, « Sociabilité et rapport au voisinage dans les familles homo et hétéroparentales », *Dialogue*, n° 215, 1, p. 95-110.
- GILBERT P., 2013, « Devenir propriétaire en cité HLM », *Politix*, 101, p. 79-104.
- GILBERT P., 2014, *Les classes populaires à l'épreuve de la rénovation urbaine : transformations spatiales et changement social dans une cité HLM*, Thèse, Université Lyon 2.
- GIROUD M., 2007, *Résister en habitant ? : renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*, Thèse de doctorat, Université de Poitiers.
- GRAFMEYER Y., 1991, *Habiter Lyon, milieux et quartiers du centre ville*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- GRAFMEYER Y., 2001, « Les sociabilités liées au logement », in AUTHIER, J.-Y. (dir.), *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, p. 103-131.
- GROSSETTI M., 2014, « Que font les réseaux sociaux aux réseaux sociaux ? Réseaux personnels et nouveaux moyens de communication », *Reseaux*, n° 184-185, 2, p. 187-209.
- GUÉRAUT É., 2018, *Ascension et fragilisation d'une petite bourgeoisie culturelle. Une enquête ethnographique dans une ville moyenne en déclin*, Thèse de sociologie, Paris, Paris Descartes, 515 p.
- GUEST A.M., WIERZBICKI S.K., 1999, « Social Ties at the Neighborhood Level: Two Decades of GSS Evidence », *Urban Affairs Review*, 35, 1, p. 92-111.
- HÉRAN F., 1987, « Comment les Français voient », *Economie et statistique*, 195, 1, p. 43-59.
- HÉRAN F., 1988, « La sociabilité, une pratique culturelle », *Économie et Statistique*, 216, 1, p. 3-22.
- HOGGART R., 1991, *33 Newport Street. Autobiographie d'un intellectuel issu de classes populaires anglaises*, Paris, Seuil, 288 p.
- JUPP B., 1999, *Living Together: Community Life on Mixed Tenure Estates*, London, Demos.
- KELLER S., 1968, *The urban neighborhood: A sociological perspective*, Random House.
- KLEIT R.G., 2005, « HOPE VI New Communities: Neighborhood Relationships in Mixed-Income Housing », *Environment and Planning A: Economy and Space*, 37, 8, p. 1413-1441.
- KLINENBERG E., 2002, *Heat Wave. A Social Autopsy of Disaster in Chicago*, Chicago, The University of Chicago Press, 305 p.

- LAMBERT A., 2015, « *Tous propriétaires !* » : *L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil, 278 p.
- LAMBERT A., CAYOUILLE-REMBLIÈRE J., GUÉRAUT É., LE ROUX G., BONVALET C., GIRARD V. & LANGLOIS L., 2020, « Comment voisine-t-on dans la France confinée ? » *Population & Sociétés*, 6, 1-4.
- LAMBERT A., CAYOUILLE-REMBLIÈRE J., 2021, *L'explosion des inégalités. Classes, genre et générations face à la crise sanitaire*
- LAPEYRONNIE D., 2008, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, R. Laffont, 624 p.
- L'HEUILLET H., 2016, *Du voisinage*, Paris, Albin Michel, 240 p.
- MAC KENZIE R. D., 1994, « Le voisinage. Une étude de la vie locale à Columbus, Ohio », in GRAFMEYER Y., JOSEPH I., *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 1994, p. 213-254.
- MALLON I., 2010, « Le milieu rural isolé isole-t-il les personnes âgées ? », *Espaces populations sociétés*, n° 1, 2010, p. 109-119.
- MARIOT N., MERCKLÉ P., PERDONCIN A., 2021, *Personne ne bouge. Une enquête sur le confinement du printemps 2020*, Grenoble, UGA, 218 p.
- MARPSAT M., LAURENT R., 1997, « Le chômage des jeunes est-il aggravé par l'appartenance à un quartier en difficulté ? », dans *En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle*, La Tour d'Aigues, L'Aube, p. 321-348.
- MAURIN E., 2004, *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Paris, Seuil, 96 p.
- MEMBRADO M., MANTOVANI J., 2014, « Vieillir et voisiner : de la sociabilité aux solidarités ? », dans HUMMEL C., MALLON I., CARADEC V., *Vieillesse et vieillissements. Regards sociologiques*, Rennes, PUR, p. 305-318.
- MESTDAGH L., 2017, « Construire un réseau de quartier. Quand le collectif jardinier imprègne les sociabilités locales. Deux exemples parisiens », *Lien social et politiques*, 77, p. 166-183.
- MICHELSON W., 1977, *Environmental choice, human behavior, and residential satisfaction*, New York, Oxford University Press, 444 p.
- OGG, J., 2005, *Heatwave: Implications of the 2003 French heat wave for the social care of older people*, Young Foundation, working paper, 49 p.
- PAQUOT T., 2009, *L'espace public*, Paris, La Découverte, 125 p.
- PAUGAM, S. (dir.), 2014, *L'intégration inégale*, Paris, Puf (Le lien social), 428 p.
- PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M., 1989, *Dans les beaux quartiers*. Paris, Seuil, 255 p.
- PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M., 2007, *Les ghettos du Gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Seuil, 295 p.
- PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M., 2008, *Sociologie de Paris*, La Découverte (Repères), 128 p.

PRÉTECEILLE E., 2006, « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité », *Sociétés contemporaines*, 62, 2, p. 69-93.

PUTNAM R.D., 2006, « E Pluribus Unum: Diversity and Community in the Twenty-first Century », *Scandinavian Political Studies*, 30, 2, p. 137-174.

RAY B., PRESTON V., 2009, « Are Immigrants Socially Isolated? An Assessment of Neighbors and Neighboring in Canadian Cities », *Journal of International Migration and Integration / Revue de l'intégration et de la migration internationale*, 10, 3, p. 217-244.

RIVIÈRE C., 2000, « Les réseaux de sociabilité téléphonique », *Revue française de sociologie*, 41, 4, p. 685-717.

ROUGÉ L., 2014, « Les ressources de l'espace périurbain dans la reconfiguration des modes de vie à la retraite : l'exemple de l'Ouest francilien », *Norois* [En ligne], 232 | 2014, mis en ligne le 30 novembre 2016, consulté le 25 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/bibelec.univ-lyon2.fr/norois/5182>

SELOD H., GOBILLON L., 2007, « Les déterminants locaux du chômage en région parisienne », *Économie & prévision*, 180, 4, p. 19-38.

Sheller M., Urry J., 2006, « The New Mobilities Paradigm », *Environment and Planning A : Economy and Space*, 38, 2, p. 207-226.

SIMMEL G., 1994, « Métropoles et mentalité », dans GRAFMEYER Y., JOSEPH I., *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, p. 61-82.

SIMON P., 1995, « La société partagée. Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation. Belleville, Paris XXe », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 98, p. 161-190.

SINGLY F. DE, 2000, *Libres ensemble, l'individualisme dans la vie commune*, Paris, Nathan Université, 250 p.

THOMAS W.I., ZNANIECKI F., 1919, *The Polish Peasant in Europe and America*, Chicago.

TISSOT S., 2011, *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'agir, 313 p.

TONNELAT S., 2016, « Espace public, urbanité et démocratie », dans CHARMES E., BACQUÉ M.-H. (dirs.), *Mixité sociale, et après ?*, Paris, PUF, p. 65-80.

VALENTINE G., 2008, « Living with difference: reflections on geographies of encounter », *Progress in Human Geography*, 32, 3, p. 323-337.

VILLECHAISE-DUPONT A., 2000, *Amère banlieue. Les gens des grands ensembles*, Paris, Grasset-Le Monde, 329 p.

VÖLKER B., FLAP H., 2007, « Sixteen Million Neighbors. A Multilevel Study of the Role of Neighbors in the Personal Networks of the Dutch », *Urban Affairs Review*, 43, 2, p. 256-284.

WILSON W.J., 1987, *The Truly Disadvantaged*, Chicago, University of Chicago Press.

WIRTH L., 1994, « Le phénomène urbain comme mode de vie », dans GRAFMEYER Y., JOSEPH I., *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, p. 255-282.

WIRTH L., 1928, *The Ghetto*, Chicago, The University of Chicago Press.

YOUNG M., WILLMOTT P., 1957, *Family and Kinship in East London*.